



Le **SNPTAS CGT** vous informe  
*Equipement - Environnement*

**2  
0  
0  
9**

## Flash.....

2  
29  
209  
2009.....

raisons d'agir,  
raisons de gagner.

le Syndicat National  
des Personnels Techniques  
Administratifs et de Service  
C.G.T.

vous présente ses meilleurs  
vœux pour l'année 2009

## Agenda :

### Le 29 janvier 2009

Journée nationale d'actions

### Le 3 février 2009

Élections CTP

### Le 2 avril 2009

Élections CAP - CAD - CCP

## 29 Janvier 2009 « FRAPPER FORT... »

Le SNPTAS CGT invite toutes les sections et tous les syndicats à utiliser les jours à venir pour préparer la journée d'actions du 29 Janvier 2009 dans les services avec les syndiqués et les personnels en élaborant des cahiers revendicatifs précis sur :

- le service public,
- les salaires et rémunérations,
- le pouvoir d'achat,
- les effectifs,
- les statuts,
- les retraites et les pensions,

En exigeant le retrait du Projet de Loi Mobilité..., en refusant la nouvelle Gestion des Ressources Humaines, l'individualisation de la rémunération qui visent à détruire les garanties collectives actuelles.

Cette journée doit permettre de «Construire durablement cette initiative intersyndicale et interprofessionnelle» dans tous les services et doit permettre d'affirmer au gouvernement que sa politique ne répond pas aux attentes et revendications des salariés, retraités, étudiants, sans-emploi, etc...

C'est pourquoi, les organisations syndicales (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, SOLIDAIRES, UNSA) appellent les salariés du privé et du public, les chômeurs et les retraités, à participer à cette journée nationale de mobilisation interprofessionnelle, une première depuis longtemps : elle donnera lieu dans tout le pays à des grèves et des manifestations. Elles appellent à agir massivement et interpellent les responsables gouvernementaux, les responsables patronaux et les employeurs pour :

- **Défendre** l'emploi privé et public ;
- **Lutter** contre la précarité et les dérèglementations économiques et sociales ;
- **Exiger** des politiques de rémunérations qui assurent le maintien du pouvoir d'achat des salariés, des chômeurs et des retraités et réduisent les inégalités ;
- **Défendre** le cadre collectif et solidaire de la protection sociale ;
- **Garder et développer** des services publics de qualité qui assurent en particulier tout leur rôle de réponse aux besoins sociaux et de solidarité.

## Budget de l'Elysée :

Une rallonge discrète de 9,2 millions d'euros pour terminer l'année 2008 *Source Politique.net*

Le budget de l'Elysée est un feuilleton à rebondissement. En pleine crise financière, la presse avait révélé que le budget 2009 de l'Elysée allait augmenter. De nombreux sites d'information s'étaient faits l'écho, notamment Rue89 et Mediapart, d'augmentations surprenantes : + 50% de hausse pour les salaires des collaborateurs en deux ans, + 25,2% de hausse pour les charges de fonctionnement courant (chauffage, télécommunications, frais divers) + 33% de hausse de dépenses pour les voyages

Au total, le budget de l'Elysée prévoyait une hausse globale des dépenses de l'ordre de 11,4% pour 2009.

En pleine crise financière, cette hausse faisait désordre. L'Elysée avait donc répliqué en réévaluant l'augmentation à seulement 2% pour l'année 2009 au lieu des 11,4% annoncés.

L'astuce était toute simple : l'Elysée avait réussi le tour de passe-passe de diminuer la hausse du budget 2009... en réévaluant à la hausse le budget 2008. En clair, les 100,8 millions d'euros du budget 2008 ont tous été dépensés, l'Elysée devait donc demander une rallonge pour terminer l'année. De fait, puisque les dépenses 2008 sont plus importantes que prévu, la hausse des dépenses 2009 est automatiquement moins forte. Une rallonge obtenue sans le vote du parlement. Cette rallonge devait être votée lors d'un collectif budgétaire en décembre.

L'Elysée vient d'obtenir une rallonge de 9,2 millions d'euros pour terminer l'année 2008.

Mais contrairement à ce qui avait été annoncé il y a quelques semaines, il n'y a pas eu de vote. «Cela s'est fait par un décret de transfert de crédits et publié au Journal officiel électronique du 14 décembre (...) Contrairement à l'an passé, l'Elysée n'a pas utilisé la procédure transparente de la loi de finances rectificative qui est actuellement en cours de discussion au Parlement» dénonce René Dosière, le député socialiste spécialiste des comptes de l'Elysée.

L'Elysée a donc récupéré 5,3 millions d'euros dédiés normalement aux missions de Défense et 3,9 millions d'euros consacrés normalement à la Sécurité. Cette rallonge figure dans le Journal officiel électronique du 14 décembre 2008 mais n'a pas été reprise dans la version papier. Si la discrétion était de rigueur, c'est raté, même Le Figaro en a parlé.

Nous vous invitons à retrouver nos revendications et d'autres informations sur notre site Internet: <http://snptas-cgt.org>

Bernard Thibault dans l'Humanité du 8 janvier 2008 :

### Il faut arrêter le massacre de civils par l'armée israélienne

Le massacre de civils par l'armée israélienne dans la bande de Gaza, conséquence de l'engrenage meurtrier de l'intervention militaire, doit cesser immédiatement.

Les bombardements condamnables du Hamas sur le sud d'Israël ne peuvent justifier ce déferlement de violence.

Aucune guerre ne pourra régler le conflit israélo-palestinien. Au contraire, la violence appelle la violence et éloigne pour longtemps tout espoir de solution politique. C'est déjà ce qui a résulté du blocus de la bande de Gaza par Israël conduisant à des conditions de vie extrêmement dures pour la population palestinienne.

Le gouvernement français et l'Union Européenne doivent prendre l'initiative d'une résolution des Nations Unies afin d'obtenir un cessez le feu immédiat, sous peine de sanctions, le retrait des forces israéliennes et l'installation d'une force de protection. Dès maintenant, le gouvernement français et l'Union Européenne doivent suspendre l'accord d'association avec l'Etat d'Israël et cesser toute coopération militaire afin de faire pression sur les autorités Israéliennes.

La communauté internationale doit faire respecter ses propres résolutions, qui sont la base d'un règlement du conflit, notamment la création d'un état palestinien pleinement souverain sur l'ensemble des territoires occupés.



Si vous souhaitez nous rejoindre et participer pour agir plus largement sur tout ce qui vous concerne.

**Soutenez la CGT, rejoignez-la.**

( déductible pour 66% du montant de votre impôt)

Nom : .....

Prénom : .....

Service : .....

Adresse : .....

Signature

Je souhaite adhérer au SN PTAS CGT

Bulletin d'adhésion à remettre à un militant CGT de ton service ou à renvoyer au SN/PTAS/CGT à La Défense.

MEEDDAT – PLOT I – 92055 – LA DEFENSE CEDEX – Tél. 01.40.81.83.12. – Fax. 01.40.81.83.16

email : Internet -sn-ptas-cgt.syndicat@i-carre.net – Intranet : carnet d'adresse – annuaire global équipement – Syndicat : Syndicat/SN PTAS CGT/AC

Notre site Internet <http://snptas-cgt.org>

## Flash.....

### MOBILISATION 29 janvier

La journée bénéficie du soutien de l'opinion.....

La mobilisation de jeudi s'annonce massive, elle est aussi populaire

si l'on en juge deux sondages . 69% des Français la soutiennent ou «ont de la sympathie» pour elle, selon CSA pour Le Parisien/ Aujourd'hui en France, tandis que 75% la trouve «justifiée», selon un sondage Ifop pour Sud-Ouest.

## Agenda :

### Le 29 janvier 2009

Journée nationale d'actions

### Le 3 février 2009

Élections CTP

### Le 2 avril 2009

Élections CAP - CAD - CCP

## 29 Janvier 2009 « FRAPPER FORT... »

Le SNPTAS CGT invite toutes les sections et tous les syndicats à utiliser les jours à venir pour préparer la journée d'actions du 29 Janvier 2009 dans les services avec les syndiqués et les personnels en élaborant des cahiers revendicatifs précis sur :

- le service public,
- les salaires et rémunérations,
- le pouvoir d'achat,
- les effectifs,
- les statuts,
- les retraites et les pensions,

## JOURNEE D'ACTION INTERPROFESSIONNELLE DU 29 JANVIER 2009 : POUR LA FONCTION PUBLIQUE, TOUTES ET TOUS EN GREVE ET DANS LES MANIFESTATIONS

déclaration commune : CGT-CFDT-FO-FSU-UNSA-CFTC-CGC-Solidaires

Les organisations syndicales de la Fonction publique s'inscrivent totalement dans la déclaration commune de propositions et revendications signée le 5 janvier 2009 par les 8 organisations au plan interprofessionnel. En appelant les fonctionnaires et agents publics à participer massivement à la grève et aux manifestations le 29 janvier prochain, elles entendent exiger du gouvernement des réponses à leurs revendications portant sur :

L'arrêt de la politique aveugle de suppressions d'emplois et un moratoire immédiat sur celles contenues dans le budget 2009 ;

L'ouverture urgente de négociations salariales visant en particulier à augmenter significativement la valeur du point et à réévaluer l'ensemble de la grille indiciaire pour améliorer la carrière des agents ;

Le retrait de projets porteurs de lourds reculs pour la population et les personnels et qui se traduisent notamment par des délocalisations et des fermetures massives de services de proximité et l'aggravation des conditions de travail ;

Les moyens nécessaires à la pérennisation du financement des missions publiques en lieu et place de l'actuelle politique d'austérité imposée aux services de l'Etat, aux collectivités locales et aux établissements hospitaliers. Face à la Révision générale des politiques publiques (RGPP), elles rappellent leur détermination pour le développement de services publics de qualité dotés de tous les moyens nécessaires pour répondre encore mieux aux besoins sociaux et de solidarité. Sans prise en compte de ces exigences, elles prendront les dispositions pour donner les suites à cette journée.

**Construisons durablement l'action**

## Ils utiliseront tout.....absolument tout!

Eric Woerth critique le recours à la grève en temps de crise

Le recours à la grève en temps de crise économique et financière n'est pas la meilleure méthode pour répondre aux problèmes de la France, a estimé dimanche le ministre du Budget, Eric Woerth.

"Ce n'est pas nécessairement la meilleure réponse en ce moment aux problèmes que traverse le pays que de chercher à mettre beaucoup de gens dans la rue (...) Il y a d'autres pays qui ne passent pas leur temps à faire grève", a-t-il estimé sur Radio J.

"Je crois que la bonne réponse aujourd'hui, c'est quand même de partager ensemble nos difficultés pour trouver des réponses collectives", a-t-il ajouté. Il commentait la journée d'action nationale qui doit rassembler la fonction publique et le privé jeudi en France pour une journée de grève et de manifestations.

Le ministre prédit que le mouvement sera un succès en termes de participation.

"Je suis très soucieux de cette grève, je pense qu'il y aura du monde dans la rue. Je vois bien que les blogs marchent à fond, que tout le monde, même le PS, appelle à défilé dans la rue", a-t-il dit.

En faisant allusion à la tempête qui a frappé le pays samedi dans le Sud-Ouest, il a déploré ce mouvement qui détonne selon lui avec la conjoncture.

"D'abord le pays traverse une crise comme jamais il n'a traversé et puis, on le voit bien, dans le Sud-Ouest où beaucoup de gens sont dans le malheur, est-ce une vraie réponse au fond que d'engager des grèves de transport, d'embêter les gens ?", s'est-il demandé.

## OUI ! Nous sommes prêt à partager....mais pas uniquement les difficultés.

**La crise, c'est eux , ...la solution, c'est nous...tous !**

Nous vous invitons à retrouver nos revendications et d'autres informations sur notre site Internet: <http://snptas-cgt.org>

### LES PROCHAINES SEMAINES SERONT CRUCIALES

POUR LA MISE EN PLACE DES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES INTERMINISTERIELLES QUI SOIENT DE VERITABLES SERVICES TECHNIQUES DE L'ETAT

POUR S'OPPOSER AUX MUTUALISATIONS FORCEES

POUR EXIGER DES MOYENS HUMAINS ET MATERIELS SUFFISANTS POUR EXERCER NOS MISSIONS

POUR DES SALAIRES DECENTS ET DES GARANTIES STATUTAIRES RENFORCEES

**Le 29 JANVIER 2009**

**Tous ensemble pour dire non  
à la POLITIQUE DESTRUCTRICE de SARKOZY**



Si vous souhaitez nous rejoindre et participer pour agir plus largement sur tout ce qui vous concerne.

**Soutenez la CGT, rejoignez-la.**

( déductible pour 66% du montant de votre impôt)

Nom : .....

Prénom : .....

Service : .....

Adresse : .....

Signature

Je souhaite adhérer au SN PTAS CGT

Bulletin d'adhésion à remettre à un militant CGT de ton service ou à renvoyer au SN/PTAS/CGT à La Défense.  
MEEDDAT – PLOT I – 92055 – LA DEFENSE CEDEX – Tél. 01.40.81.83.12. – Fax. 01.40.81.83.16

email : Internet -sn-ptas-cgt.syndicat@i-carre.net – Intranet : carnet d'adresse – annuaire global équipement – Syndicat : Syndicat/SN PTAS CGT/AC

Notre site Internet <http://snptas-cgt.org>



## Flash.....

### Humour et politique.....

Cette année, le prix Press Club, humour et politique ne pourra pas échapper à celui qui a déclaré: « Maintenant, en France, quand il y a une grève, personne ne s'en aperçoit! »

## Agenda :

**Le 3 février 2009**

Élections CTP

**Le 2 avril 2009**

Élections CAP - CAD - CCP

## 2,5 millions de manifestants en France.

Le nombre de manifestants dans les 195 cortèges de protestation organisés à l'appel de tous les syndicats a atteint 2,5 millions dans toute la France.

**Défiance et colère.** Des centaines de milliers de salariés du public comme du privé se sont mobilisés dans toute la France pour interpeller le gouvernement et le patronat face à la crise, exigeant partout l'arrêt des suppressions de postes et des «cadeaux aux banques et aux entreprises», ou encore une hausse générale des salaires et des pensions.

Pour Bernard Thibault CGT il ne sera pas «possible» que Nicolas Sarkozy réponde **«j'ai rien vu, j'ai rien entendu et j'ai rien à dire».**

Ce que les manifestants réclament, c'est de la considération, de l'écoute, du dialogue et une redéfinition des priorités politiques. Il faut dire que le Président a mis du sien pour attiser l'adversité, en concentrant, par exemple, le traitement de la crise sur l'entreprise et l'économie plutôt que sur les salariés et la consommation».

De plus en plus de Français doutent de Nicolas Sarkozy, ils ne croient pas un mot de ses insolites références marxistes sur les dérives du capitalisme ou les bonus honteux des banquiers. Sa boulimie d'annonces et ses petites phrases destructives dans un tourbillon de discours (au raz des pâquerettes), sur la poursuite des réformes inachevées et impopulaires ne remplaceront plus les mesures fortes et les résultats concrets.»

Pour autant, il ne faut pas que ce jeudi soit une soupape permettant d'évacuer une grosse bouffée de mécontentement, mais bien le début d'une mobilisation plus forte encore. Les syndicats se réunissent lundi à partir de 18h pour décider des suites. S'il n'y a pas de réponse, l'ampleur de la mobilisation obligera à des suites

La défense de l'emploi, du pouvoir d'achat et des services publics sont au coeur de cette journée organisée par l'intersyndicale (CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Unsa, Solidaires) Refusant que les salariés soient «les premières victimes de la crise», les syndicats se sont unis autour d'une plateforme revendicative et alternative à la politique sarkozyste et réclamant une politique de relance économique. La situation est sans précédent : tous les syndicats de salariés se sont mis d'accord». L'objectif de cette grève Remettre à plat le diagnostic économique et social du président de la République. Et plus largement, «réévaluer, dans les mécanismes économiques, la part de la reconnaissance du travail.»

Pour Bernard Thibault, toutes les organisations syndicales au monde ont condamné une mondialisation économique qui valorise davantage les revenus du capital que ceux du travail. Il faut raisonner avec d'autres paramètres, a martelé le patron du syndicat le plus puissant de France. Et cesser de faire croire que **«Ce n'est jamais le bon moment de parler des salaires»**

## Construisons durablement l'action

## Les chiffres.....

Le taux de mobilisation était en moyenne de 25,9% chez les fonctionnaires, selon leur ministère de tutelle, avec, dans le détail, 33,1% dans la Fonction publique de l'Etat, 18% dans la Fonction publique territoriale.

A l'Education nationale, 37,1% des enseignants étaient en grève dont près d'un sur deux dans le primaire, selon le ministère. Les syndicats faisaient état de près de 70% de grévistes dans le primaire et de plus de 60% dans le secondaire.

Dans la rue, on comptait 56.000 manifestants selon la police, 90.000 selon les organisateurs à Toulouse, entre 34.000 et 60.000 à Grenoble, 25.000 et 60.000 à Clermont-Ferrand, 26.000 à 35.000 à Lille, 25.000 à 30.000 à Montpellier, entre 20.000 et 25.000 à Nancy, 11.000 à 20.000 à Saint-Etienne, 9.500 à 15.000 au Havre, 7.500 à 12.000 à Besançon, 7.000 à 25.000 à Roanne, 7.000 à 20.000 à Strasbourg, 5.500 à 8.000 à Mulhouse, et, selon la police, 35.000 à Nantes, 10.000 à Caen, 15.000 à 30.000 à Rouen, 10.000 à Laval, 5.000 à Troyes. En Bretagne, 66.000 à 103.000 manifestants se sont mobilisés dans le Finistère, les Côtes d'Armor et le Morbihan, et de 20.000 à 30.000 personnes à Rennes (Ille-et-Vilaine), Marseille, près de 300.000 manifestants selon les syndicats, plus de 20.000 selon la police, Carcassonne, 7.000 à 8.000, Narbonne 7.000 à 8.000 *selon les sources.....*

A Paris, le cortège extrêmement massif s'est étiré sur plus de 4km entre la place de la Bastille et celle de l'Opéra. Les derniers manifestants place de la Bastille, sont partis après 18h alors que la place de l'Opéra était noire de monde.

### Désormais, lorsqu'il y a une grève en France, personne ne s'en aperçoit. La preuve!

Organisée pour défendre l'emploi, le pouvoir d'achat, les garanties collectives et les services publics, et dénoncer la politique anticrise du gouvernement, cette mobilisation est regardée avec sympathie par l'opinion, selon tous les sondages : 69 % la jugent 'justifiée', selon le dernier en date (BVA-Orange-Express). *Résultats des grèves au MEEDDAT dans une autre édition.*

Nous vous invitons à retrouver nos revendications et d'autres informations sur notre site Internet: <http://snptas-cgt.org>

## Pendant ce temps là.....Le Parlement adopte le plan de relance économique.

Le parlement a définitivement adopté jeudi soir le plan de relance économique de 26 milliards d'euros qu'avait présenté Nicolas Sarkozy le 4 décembre dernier.

Après les députés dans l'après-midi, les sénateurs ont entériné à leur tour en séance de nuit les deux textes constituant le plan de relance mis au point la veille par une commission mixte paritaire (CMP) Assemblée-Sénat.

Les groupes UMP et du Nouveau centre (NC) ont voté pour ces deux projets de loi. Le groupe socialiste, radical et citoyen (SRC) et celui de la gauche démocrate et républicaine (GDR, PC et Verts) ont voté contre.

Ce vote est intervenu quelques heures après les diverses manifestations à travers tout le pays dans le cadre de la journée nationale d'action en faveur de l'emploi et du pouvoir d'achat.

Le «collectif budgétaire» pour 2009 propose une avance de trésorerie aux collectivités locales, ouvre des crédits supplémentaires à hauteur de 10,5 milliards d'euros en autorisations d'engagement et de 9,8 milliards d'euros de crédits de paiement. Il autorise l'Etat à accorder sa garantie dans le cadre de grands projets d'équipement et d'infrastructure dans la limite d'un plafond global de 10 milliards d'euros. Enfin, il tire les conséquences de ces dispositions sur l'équilibre prévisionnel du budget 2009 qui voit ainsi son déficit s'alourdir pour atteindre 86,763 milliards d'euros.

La CMP a retenu un amendement de l'Assemblée qui permet, jusqu'au 1er janvier 2011, pour les ménages gagnant jusqu'à 45.000 euros par an, de cumuler l'éco-prêt à taux zéro et le crédit d'impôt «développement durable» plus communément appelé crédit impôt «chaudière».

Par ailleurs, dans le cadre de ce plan de relance, le Parlement a également adopté définitivement le projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012.



Si vous souhaitez nous rejoindre et participer pour agir plus largement sur tout ce qui vous concerne.

**Soutenez la CGT, rejoignez-la.**

(déductible pour 66% du montant de votre impôt)

Nom : .....

Prénom : .....

Service : .....

Adresse : .....

Signature

Je souhaite adhérer au SN PTAS CGT

Bulletin d'adhésion à remettre à un militant CGT de ton service ou à renvoyer au SN/PTAS/CGT à La Défense.

MEEDDAT - PLOT I - 92055 - LA DEFENSE CEDEX - Tél. 01.40.81.83.12. - Fax. 01.40.81.83.16

email : Internet -sn-ptas-cgt.syndicat@i-carre.net - Intranet : carnet d'adresse - annuaire global équipement - Syndicat : Syndicat/SN PTAS CGT/AC

Notre site Internet <http://snptas-cgt.org>

## Flash.....

### Pauvreté.....

L'âge doré des «tempes grises» s'est achevé depuis trois ans en France et 600.000 personnes âgées vivent aujourd'hui en dessous du seuil européen de pauvreté, s'alarme la Fondation Abbé Pierre. Il souligne que 600.000 personnes vivent aujourd'hui avec une allocation de solidarité de 628 euros mensuels, soit en dessous du seuil de pauvreté selon la norme européenne (752 euros).

## Agenda :

### Le 2 avril 2009

Élections CAP - CAD - CCP

Pensez à vous inscrire pour voter par correspondance.

Communiqué commun des organisations syndicales  
CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA

La mobilisation du 29 janvier 2009 a connu un succès incontestable dans toute la France : des millions de salariés du privé et du public, parmi lesquels de nombreux jeunes, des demandeurs d'emplois, des retraités ont manifesté, fait grève, soutenu le mouvement. L'ampleur de ces manifestations confirme leurs inquiétudes et leur exaspération face aux injustices sociales. Ils exigent d'autres réponses à une crise dont ils ne sont pas responsables.

Il est urgent que le Gouvernement d'une part, le patronat et les employeurs d'autre part, assument leurs responsabilités, répondent aux demandes formulées dans la déclaration intersyndicale du 5 janvier 2009 et reçoivent les organisations syndicales.

Les organisations syndicales décident de maintenir leurs rencontres afin de prendre toutes les décisions et initiatives, notamment en matière d'actions et de mobilisations.

Elles appellent les salariés et leurs organisations à rester mobilisés et à s'appuyer sur la force de la journée du 29 janvier pour obtenir partout des négociations sur les revendications.

La puissance du mouvement conduit le Président de la République à s'exprimer jeudi. Les organisations syndicales en attendent des réponses aux revendications par l'annonce de mesures concrètes et immédiates et par l'ouverture de discussions avec elles. Elles se réuniront le 9 février 2009 pour en apprécier la portée et en tirer les conséquences.

Paris, le 2 février 2009

**Le SNPTAS-CGT s'inscrit dans le contenu de ce communiqué. Nous devons prendre appui sur le 29 janvier pour faire valoir les revendications auprès de nos directions. Le 29 nous étions nombreux dans l'action, nous devons rester mobiliser pour que ce moment fort ne reste pas lettre morte. Il est grand temps que notre ministre donne un sens à la politique ministérielle et porte un vrai projet pour tous.**

**Il est indispensable de rester mobilisés.**



## Pôle emploi : les chômeurs appellent désormais sur un numéro surtaxé.

C'est le type d'information qui passe entre les mailles du filet des médias sans que l'on sache vraiment pourquoi. Et dans ce cas précis, même une dépêche AFP n'a pas eu l'effet démultiplicateur escompté. Comme le révèle Arrêt Sur Images, l'organisme, né de la fusion entre l'ANPE et les ASSEDIC, propose un service téléphonique surtaxé pour les chômeurs qui peuvent gérer à la fois le paiement de leurs indemnités de chômage et la recherche d'emploi. Le Pôle emploi est joignable au 39 49, appel surtaxé qui coûte en principe 11 centimes d'euro, comme le précise la campagne de publicité qui a suivi le lancement de cet organisme, fruit de la fusion ANPE-ASSEDIC. L'AFP démontre que le surcoût peut dépasser 3 euros en cinq minutes

Le 16 janvier 2009, l'AFP publie une dépêche intitulée "Téléphoner à Pôle emploi coûte six fois plus cher de certains portables" dans laquelle il est précisé que l'appel au pôle emploi peut très souvent dépasser les 11 centimes d'euro vantés dans la publicité. Selon l'AFP, "pour cinq minutes de conversation, l'appel revient à 11 centimes d'euro TTC quelle que soit la durée depuis une ligne fixe France Télécom, une ligne internet (box) France Télécom ou Free. Le même appel, depuis un téléphone portable à carte prépayée, revient à 3,11 euros TTC avec Mobicarte, entre 1,61 et 2,86 euros TTC avec une carte SFR et 2,61 euros TTC avec une carte Bouygues Telecom, ont indiqué les trois opérateurs". L'information est d'importance puisque de nombreux chômeurs possèdent des cartes prépayées, les forfaits étant la plupart du temps trop coûteux.

Lancé au nom de la rationalisation de la lutte contre le chômage, le Pôle emploi devait permettre un service plus efficace, pour un moindre coût. Cette surtaxe pour financer un organisme censé être plus économique apparaît donc totalement injustifiée.

**Fusions.....Services Publics efficaces.....moins coûteux.....demande des usagers.....proximité.....!!!**

**Note de rappel :** la création du Pôle emploi avait déjà fait l'objet d'un petit scandale, passé très largement inaperçu, puisque l'Etat avait récupéré 400 millions d'euros des caisses des chômeurs pour boucler le budget du nouvel organisme

Nous vous invitons à retrouver nos revendications et d'autres informations sur notre site Internet: <http://snptas-cgt.org>

## Évènement cathodique.....

Jeudi 5 février, événement cathodique: Nicolas Sarkozy prend l'antenne à partir de 20h15 pour une émission exceptionnelle, "Face à la crise". Quelle antenne ? Pour ne pas faire de jaloux, le président interviendra sur TF1, France 2, M6 et RTL. Vive la télévision pluraliste.

Jeudi, si vous n'avez pas le câble ou la TNT, il vous sera difficile d'échapper à l'"émission exceptionnelle" dans laquelle interviendra le président de la République à partir de 20h15 pour une durée de 70 à 90 minutes, en direct sur les quatre antennes précitées. Sarko "répondra aux questions" de Laurence Ferrari (TF1), David Pujadas (France 2), Guy Lagache (M6) et Alain Duhamel (RTL) - pas la peine d'essayer de vous rabattre sur la radio donc. Si vous ne souhaitez pas entendre parler (Nicolas Sarkozy) de la crise, voici quelques alternatives : Plus belle la vie sur France 3 (dont l'audience ce soir là devrait être intéressante à étudier), le Grand Journal de Canal+ ou Les Simpson sur W9.



Si vous souhaitez nous rejoindre et participer pour agir plus largement sur tout ce qui vous concerne.

**Soutenez la CGT, rejoignez-la.**

(déductible pour 66% du montant de votre impôt)

Nom : .....

Prénom : .....

Service : .....

Adresse : .....

Signature

Je souhaite adhérer au SN PTAS CGT

Bulletin d'adhésion à remettre à un militant CGT de ton service ou à renvoyer au SN/PTAS/CGT à La Défense.

MEEDDAT - PLOT I - 92055 - LA DEFENSE CEDEX - Tél. 01.40.81.83.12. - Fax. 01.40.81.83.16

email : Internet -sn-ptas-cgt.syndicat@i-carre.net - Intranet : carnet d'adresse - annuaire global équipement - Syndicat : Syndicat/SN PTAS CGT/AC

Notre site Internet <http://snptas-cgt.org>

## Flash.....

### Un peu short

Eric Woerth suggère aux grévistes de se remonter les manches.....  
Encore faudrait-il qu'ils aient tous de quoi se payer des chemises.

## Agenda :

### CTPM

17 février 2009

### Journée d'actions

19 mars 2009

### Le 2 avril 2009

Élections CAP - CAD - CCP

Pensez à vous inscrire pour voter par correspondance.

## Guadeloupe et Martinique

Il faut répondre aux demandes des grévistes !

La CGT renouvelle son soutien et sa solidarité aux actions des travailleurs de la Guadeloupe et de la Martinique répondant à l'appel à la grève générale de leurs organisations syndicales. Si la question sociale domine les revendications du mouvement actuel, la question politique surgit immédiatement :

Pour quelles raisons les inégalités sont elles encore plus accentuées sur ces territoires qu'en France ?

Pourquoi le chômage frappe-t-il plus de 25% de la population active, dépassant les 50% pour les jeunes de 15-24 ans ? Pourquoi le coût de la vie est-il supérieur de 30% par rapport à la France, avec un taux d'inflation souvent supérieur de 2 à 3 points à celui enregistré en métropole ? Pourquoi l'accès aux services publics et aux logements est-il plus limité, la fiscalité discriminatoire et le développement industriel quasi absent, ce qui accroît la dépendance économique à l'égard de la France ?

A ces questions, le Secrétaire d'Etat à l'Outre Mer ne répond pas et prétend être rentré précipitamment à Paris pour discuter « des ajustements techniques » concernant les revendications portées par les grévistes et soutenues largement par la population de ces territoires laissant entendre que le relèvement de 200€ des bas salaires, retraites et minima sociaux est « un conflit à régler entre salariés et employeur ».

La CGT ne peut que manifester une réelle inquiétude devant ce qui s'apparente à une manœuvre du gouvernement. Ce dernier ne peut s'exonérer de la responsabilité que porte l'État français dans la situation économique et sociale de ces territoires et renvoyer dos à dos syndicats, collectivités et patronat.

La CGT appelle donc à la vigilance de tous sur le comportement et les réponses du gouvernement face à ces conflits.

Montreuil 10.02.09

## Le SNPTAS-CGT s'adresse au Ministre le 11/02/2009

Monsieur le Ministre,

Nous venons de recevoir des informations en provenance des DOM (Guadeloupe, Martinique).

Nous vous transmettons la note du syndicat CGT de la Martinique. Nous vous demandons d'ouvrir immédiatement des négociations avec les syndicats locaux.

Nous sollicitons une audience dans les plus brefs délais pour aborder les légitimes revendications de nos collègues domiens, et y répondre.

Le Secrétaire Général, SIGNE Didier HOREAU.

Une délégation CGT sera reçue concernant le conflit en cours dans les DOM le 19 février à 15h00.

Le SNPTAS-CGT sera présent dans cette délégation fédérale

## Courrier revendicatif de la CGT Guadeloupe

- la situation est toujours bloquée à ce jour : Grandes distributions fermées, pas de carburant, les établissements scolaires sont fermés depuis le 20 janvier 2009.
- le collectif LKP rencontre ce jour les médiateurs du ministre et reste sur la même revendication : 200 euros d'augmentation pour les bas salaires et négociations par branche et par entreprise au delà de 1,4 et 1,6 SMIC, un dispositif aidé par l'Etat doit être trouvé pour les petites entreprises, celles-ci sont déjà d'accord sur l'augmentation.
- le Ministre a annoncé que les autres 132 points du cahier de revendications étaient réglés c'est faux, la discussion sur la baisse des prix de 1ère nécessité n'est pas terminée, un accord a été trouvé en Guadeloupe (-20 %)
- pour ce qui concerne les services de l'Etat, en dehors de l'Education Nationale, la mobilisation est peu suivie, les services sont ouverts sauf sur les lieux où se déroulent les manifestations (défilés, meetings, barrages). Beaucoup de pression et d'intimidation auprès des personnels.
- pour ce qui concerne la DDE, peu de grévistes mais également peu de présence à cause du manque d'essence. Les jours de mobilisation générale (grands défilés), la Direction a fermé mais demande aux agents de déposer des journées de congés.
- pour ce qui concerne les revendications du LKP et le lien avec notre service : Le problème de la discrimination est bien présent en DDE, les Guadeloupéens ne peuvent accéder ni aux postes à responsabilité ni aux promotions ni aux mutations sans combat et c'est souvent dans la douleur que nous arrachons une juste et légitime revendication, la CGT/CGTG de la DDE se bat depuis des années sur ce problème. En ce moment le Directeur en place fait venir tous ses copains de la Réunion. Nous nous élevons contre cette pratique qui vise à faire voyager des "cadres Métropolitains" d'île en île motivés seulement par l'indemnité de vie chère alors que sur le territoire se trouvent des compétences. Le Ministère a ouvert 7 postes de CAT A dont 5 "grenelles", sans véritable affichage de missions pour des prises de poste au 1er mai 2009, la Direction n'a pu donner aucune explication, la mise en place de la DREAL ne devant intervenir qu'au 1er janvier 2011, aucun cadrage n'est encore décidé pour les DOM. Pourquoi un tel déploiement de cadres A sachant que les Guadeloupéens sont rares à ce niveau de grade ? Nous avons demandé d'ouvrir plus de postes en CAT B+ pour permettre l'accession sociale de Guadeloupéens. La Direction reste muette sur cette question. C'est un sujet que nous soumettrons prochainement au LKP. Aujourd'hui la revendication a été posée par le LKP d'une manière générale mais ensuite chaque secteur va poser ses propres revendications.

Nous vous invitons à retrouver nos revendications et d'autres informations  
sur notre site Internet: <http://snptas-cgt.org>

## Courrier revendicatif de la CGT Martinique

SYNDICAT GENERAL des Personnels Techniques Administratifs et de Travaux du Ministère de l'Équipement et du Logement de la Martinique. Fort de France, le 11 février 2009

La grève générale a débuté le 05 février et se poursuit à ce jour et porte sur une plate-forme de 32 points dont le premier point vient d'obtenir un accord avec les responsables de la grande distribution, à savoir la baisse de 20% sur les produits de première nécessité (une liste de 130 produits est établie).

Tous les secteurs sont touchés par le mouvement, dès le 05 février une manifestation a regroupé environ 20 000 personnes dans les rues de FORT de FRANCE et lundi 09 février il y avait 25 000 personnes, des corps de métiers rejoignent au fur et à mesure le mouvement.

Toutes les grandes surfaces sont fermées (alimentation, bâtiment, bricolage, etc...) ; les mairies sont fermées, le Conseil Régional, le Conseil Général, les écoles, les lycées, les transports sont fortement perturbés d'autant que les stations-services commencent à ne plus avoir de carburant.

A la DDE, nous parvenons à bloquer nettement l'activité des services.

Les revendications importantes portent sur :

- une augmentation des bas salaires de 300 euros – un gel des loyers – un alignement de l'allocation logement sur le système en place en FRANCE – le contrôle des prix – augmentation des retraites.

La mobilisation continue sur les autres revendications et nous continuons à perturber le fonctionnement de toute l'activité économique et des services administratifs.

## La situation actuelle du/des mouvement(s)

En Guadeloupe, en Martinique comme en Guyane, ce sont les syndicats qui constituent l'ossature du mouvement.

**En Guadeloupe**, 48 organisations (syndicales, politiques, associatives) se sont regroupées dans une alliance (LKP : Rassemblement contre l'exploitation).

**En Martinique**, la population martiniquaise a suivi avec beaucoup d'attention le conflit en Guadeloupe.

Réunis dans un collectif dit du « 5 février » les syndicats martiniquais ont lancé la grève générale. Elle porte sur des revendications identiques à celles des camarades de Guadeloupe (avec une « augmentation de 300 € pour tous »)

**En Guyane**, le collectif "Contre la vie chère", l'une des organisations à l'origine du mouvement pour la baisse des prix des carburants fin 2008, a annoncé son intention de se joindre aux mobilisations lancées par les syndicats ce jour.

## Et la presse.....

### Lettre ouverte de journalistes martiniquais à leurs confrères de la presse nationale

(extrait Source Acrimed)

Nous publions ci-dessous, une lettre ouverte d'un collectif de journalistes martiniquais, – la date compte... - le mercredi 11 février 2009.

Chers confrères, chères consœurs,

Nous journalistes martiniquais vivons aujourd'hui une période agitée en ces temps de crise. Vous n'êtes pas sans savoir - ou peut-être si ?- Que de nombreux problèmes autres que la crise récurrente du tourisme gangrènent ces départements d'outre-mer que vous qualifiez parfois de lointains : Vie très chère (quatre fois supérieure à la métropole), chômage endémique (cinq fois supérieur à la métropole), inégalités sociales criantes, monopole racial détonant...

Une fois de plus vous vous engouffrez dans les clichés : Le coup dur porté à l'économie de ces îles déjà concurrencée par les îles voisines ou la main d'œuvre est meilleure marché et l'accueil bien meilleur.....

Savez vous que bien avant le déclenchement de la mobilisation, la situation était déjà catastrophique dans le secteur hôtelier de Martinique ? Des sites prestigieux martiniquais sont liquidés, livrés à la spéculation immobilière, des centaines de salariés sont jetés à la rue parce que les spéculateurs choisissent de remplacer les hôtels par des résidences qu'ils vendent à des prix exorbitants que très peu de martiniquais peuvent s'offrir.

Et pourtant inexorablement votre couverture de l'actualité reste la même : Pas un mot (hormis quelques offs) après trois semaines de grève générale en Guadeloupe : pas une question au président de la république et finalement une couverture qui arrive très tardivement avec l'envoi du secrétaire d'état à l'outre-mer :Yves Jégo. Et quelle couverture !!!

Avez-vous déjà essayé de faire le portrait d'une retraitée en Martinique qui touche 800 euros et qui doit acheter un yaourt : 4 euros 99 contre 1 euros 50 en métropole (la même marque) ? Avez-vous mis une de vos équipes sur ce rapport détonant paru dans Le Monde sur les profits extraordinaires faits par les compagnies pétrolières aux Antilles ?

Sur le nombre de chômeurs : 25% (contre 8% dans l'hexagone) obligés eux aussi d'acheter des produits cinq fois plus chers qu'en France hexagonale avec les mêmes allocations, certains avec bac+5, 6, 7 qui ne trouvent pas de travail en Martinique. Sur les marges exorbitantes des distributeurs ?

Et il y en a des sujets à décliner !!! Embauche systématique de cadres européens au détriment des cadres locaux, bétonisation des terres, malaise social... Pourquoi cette adhésion incroyable des Guadeloupéens de toutes classes à cette mobilisation ? Mais peut-être que tous ces sujets ne vous intéressent pas, ne font pas people dans vos JT ?

Que le documentaire de Canal Plus diffusé la semaine dernière sur les békés de la Martinique, une caste de blancs créoles qui vit en autarcie et qui détient une grande partie de l'économie et des terres en Martinique, a profondément remué et choqué nos compatriotes et nous-mêmes et qu'à l'évidence, il y a des blessures profondes qui se réveillent. Il se passe des choses qui méritent des analyses, des visions et des explications.

Nous essayons de faire notre métier d'information le plus justement possible mais nous n'avons aucune prise sur les médias nationaux. Vous seuls pouvez choisir les angles qui vous intéressent : la communication de Matignon (qui aujourd'hui craint plus que tout la contagion aux autres DOM et aux français de l'hexagone), les annulations des tours opérateurs ou alors vous pouvez traiter tout le reste. Si jamais ça vous intéresse !!!

Bien fraternellement  
Un collectif de journalistes martiniquais



Si vous souhaitez nous rejoindre et participer pour agir plus largement sur tout ce qui vous concerne.

**Soutenez la CGT, rejoignez-la.**

(déductible pour 66% du montant de votre impôt)

Nom : .....

Prénom : .....

Service : .....

Adresse : .....

Signature

Je souhaite adhérer au SN PTAS CGT

Bulletin d'adhésion à remettre à un militant CGT de ton service ou à renvoyer au SN/PTAS/CGT à La Défense.

MEEDDAT – PLOT I – 92055 – LA DEFENSE CEDEX – Tél. 01.40.81.83.12. – Fax. 01.40.81.83.16

email : Internet -sn-ptas-cgt.syndicat@i-carre.net – Intranet : carnet d'adresse – annuaire global équipement – Syndicat : Syndicat/SN PTAS CGT/AC

Notre site Internet <http://snptas-cgt.org>



## Flash.....

### Le 19 mars

"Il va falloir mettre un coup d'épaule supplémentaire par la mobilisation pour que le gouvernement et le Medef se rangent à nos propositions"

## Agenda :

### Journée d'actions

19 mars 2009

### Le 2 avril 2009

Élections CAP - CAD - CCP

Pensez à vous inscrire pour voter par correspondance.

## Retraites ARRCO-AGIRC

### Ce serait toujours aux salariés et retraités de faire des efforts

La troisième réunion de négociation sur l'ARRCO et l'AGIRC n'a fait que confirmer, pour tous les participants, les positions idéologiques du Medef. Pour équilibrer les régimes il n'envisage que des régressions sur les droits à retraite.

C'est le cas avec sa proposition de recul de l'âge d'ouverture des droits à retraite sans abattement alors que la situation de l'emploi ne fait que se dégrader dans les entreprises et encore plus pour les salariés les plus âgés.

C'est la même chose dans le détail des mesures qui toucheraient à une ouverture plus tardive du droit à une pension de réversion, à une réduction des majorations de pension à partir de trois enfants ou à un abaissement de la garantie minimale de points à l'AGIRC.

Le Medef affirme comme position de principe d'exclure toute augmentation des ressources des régimes. L'élargissement de l'assiette de cotisation à la participation et à l'intéressement a pourtant, à nouveau, été demandé par plusieurs organisations syndicales et serait une mesure efficace pour limiter la fuite des cotisations dans une période où ce type de rémunération est mis en avant par le patronat et le gouvernement.

Par ailleurs une augmentation de cotisation pour équilibrer les régimes n'aurait rien de rédhibitoire. Les organisations syndicales ont demandé de toutes autres mesures garantissant le maintien d'un certain niveau de vie à la retraite. Toutes ont aussi rappelé que la situation de crise économique actuelle ne devait pas être utilisée pour dramatiser sur l'avenir de nos régimes de retraite, alors que la répartition est le système le plus sûr et le plus solidaire.

Les réserves conséquentes des régimes ARRCO et AGIRC nous permettent de passer le cap d'une conjoncture défavorable. Le Medef présentera un projet de texte pour la réunion du 12 mars.

Ce sera l'occasion de mesurer si le patronat reste figé sur ses seules exigences de profiter de la crise pour accroître encore plus les marges des entreprises ou pour prendre enfin en compte les demandes des salariés.

**D'ores et déjà la Cgt appelle les salariés à utiliser la préparation des actions du 19 mars pour réaffirmer également leurs revendications sur les retraites complémentaires.**

Montreuil, le 17 février 2009

## IRCANTEC

Le régime d'assurance complémentaire des personnels non titulaires connaît une fois de plus des attaques violentes de la part du gouvernement. Non seulement ces personnels sont souvent assujettis à la précarité mais aujourd'hui le gouvernement hypothèque leur avenir en imposant une réduction du montant de la pension servie de 20 à 28 %.

**Pour la CGT cette politique est inadmissible.**



## Crise: 57% de Français critiques face aux mesures de Sarkozy

57% de Français estiment que les mesures prises par Nicolas Sarkozy pour lutter contre la crise «ne vont pas dans le bon sens», contre 38% jugeant au contraire qu'elles «vont dans le bon sens», selon un sondage BVA-BPI-Les Echos-France Info publié aujourd'hui. 61% jugent que ces mesures ne sont pas «en adéquation avec les préoccupations des Français», contre 35% qu'elles le sont, et 74% ne pensent pas qu'elles «profitent équitablement à tous les Français», contre 22% qu'elles le sont. 60% des sondés jugent globalement que la politique économique menée par le gouvernement est mauvaise (36% plutôt mauvaise, 24% très mauvaise), contre 33% bonne (30% plutôt et 3% très bonne).

Les sondés placent trois mesures en tête, dont 69% estiment qu'elles auraient un "impact positif".

Ces mesures sont:

"Rééquilibrer la répartition des bénéfices dans les entreprises entre les patrons, les actionnaires et les salariés",

"Bien contrôler que les entreprises ne profitent pas de la crise pour licencier sans raison sérieuse"

"Exiger des entreprises qui reçoivent des aides publiques qu'elles ne délocalisent pas leur site de production".

Viennent ensuite

"Augmenter le SMIC" (65%),

"Supprimer la première tranche de l'impôt sur le revenu pour les ménages imposables" (56%),

"Interdire aux entreprises de l'industrie automobile qui reçoivent des aides publiques de licencier" (54%), "plafonner la rémunération des actionnaires dans les entreprises qui reçoivent les aides publiques suite à la crise" (53%).

En fin de liste, "Ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux partant à la retraite" (25%).

Nous vous invitons à retrouver nos revendications et d'autres informations sur notre site Internet: <http://snptas-cgt.org>

## Les coulisses de l'émission de Nicolas Sarkozy, vues par le Canard Enchaîné et le Point

Une semaine après l'émission «Face à la crise» avec Nicolas Sarkozy, on en sait un peu sur les conditions de sa réalisation de cette intervention télévisée suivie par 15 millions de téléspectateurs

Lors de l'émission du 5 février 2009, Nicolas Sarkozy a utilisé son arme favorite : le bon sens. Etre capable de convaincre le téléspectateur qu'il fait simplement preuve de pragmatisme, que tout va de soi. La logique est imparable, la mécanique du raisonnement est bien huilée. Le discours est cohérent et les arguments de «bon sens» s'enchaînent. Mais comme souvent avec Nicolas Sarkozy, le diable se cache dans les détails.

**Les chiffres : 280 000 euros l'émission, 15 000 euros le SMS de l'UMP**

L'émission retransmise par TF1, France 2 et M6 a coûté 280 000 euros. Cette facture a été payée par les trois chaînes de télévision. Une fois l'émission terminée, l'UMP a envoyé un SMS à 150 000 de ses militants pour se réjouir de la prestation du président. Le texto était libellé ainsi : «Le Mouvement populaire salue l'intervention de Nicolas Sarkozy et soutient son action».

L'information devait être capitale puisque l'UMP n'a pas hésité à déboursier 15 000 euros pour envoyer ce message alors que le parti est l'un des plus endettés du paysage politique français.

Nicolas Sarkozy était satisfait à la sortie avant de critiquer le dispositif et les journalistes.

Selon le Canard Enchaîné, à l'issue de sa prestation, Nicolas Sarkozy était plutôt content de lui. Ravi de l'audience et du sondage Le Figaro/Opinion Way, il s'est félicité de voir qu'il y a «plus de français qui [lui] font confiance que de Français qui soutiennent le contre-plan de relance du PS. C'est la donnée essentielle» selon lui.

Mais le lendemain, quand les mauvais sondages sont tombés, Nicolas Sarkozy enregistrant une forte baisse de sa cote de popularité, le chef de l'Etat a changé de ton. Selon l'hebdomadaire, il s'en est pris à ses conseillers en communication «C'était ringard». Les journalistes avaient mille ans ; ils étaient fatigués, atones (...)

J'ai même failli m'ennuyer.....



Si vous souhaitez nous rejoindre et participer pour agir plus largement sur tout ce qui vous concerne.

**Soutenez la CGT, rejoignez-la.**

(déductible pour 66% du montant de votre impôt)

Nom : .....

Prénom : .....

Service : .....

Adresse : .....

Signature

Je souhaite adhérer au SN PTAS CGT

Bulletin d'adhésion à remettre à un militant CGT de ton service ou à renvoyer au SN/PTAS/CGT à La Défense.  
MEEDDAT – PLOT I – 92055 – LA DEFENSE CEDEX – Tél. 01.40.81.83.12. – Fax. 01.40.81.83.16

email : Internet -sn-ptas-cgt.syndicat@i-carre.net – Intranet : carnet d'adresse – annuaire global équipement – Syndicat : Syndicat/SN PTAS CGT/AC

Notre site Internet <http://snptas-cgt.org>

## Flash.....

A la 4ème séance de négociation sur la retraite complémentaire (ARRCO-AGIRC) l'attitude du Medef ne fait que se durcir, dévoilant ses véritables intentions. Il veut créer les conditions d'un recul à 61 ans de l'âge de la retraite et persiste à faire baisser coûte que coûte les niveaux de pension.

Nouvelles mesures de régression :  
Recul à 61 ans dans un premier temps de l'âge de départ en retraite ;  
Poursuite de la baisse des droits à retraite et du niveau des pensions ;  
Révision à la baisse des majorations des pensions pour enfants et pensions de reversions.

## Agenda :

### Journée d'actions

19 mars 2009

### Le 2 avril 2009

Élections CAP - CAD - CCP

Pensez à vous inscrire pour voter par correspondance.

## LA CGT DIT NON A LA POLITIQUE D'ÉVALUATION.

Depuis plus de deux ans, les agents du MEEDDAT subissent les conséquences des profondes mutations institutionnelles, (RGPP).

Le ministère veut organiser les politiques publiques au nom du principe fédérateur du «fameux» Grenelle de l'environnement, mais sans qu'en soit connu le fil conducteur. L'encadrement supérieur exprime, de plus en plus souvent, son mal être dû à l'absence de lisibilité, d'objectifs, d'orientations claires et précises.

La DRH, toujours bon élève, s'engage tête baissée dans toutes les expérimentations, tout en partiellisant la Gestion des Ressources Humaines.

Cette précipitation exclut bien entendu la prise en compte de la souffrance au travail des agents et des cadres (*le nombre de suicides est en constante augmentation mais...chut...il ne faut pas en parler !*).

**L'évaluation : Pierre angulaire de la politique de GRH.** Comme dans les entreprises privées, le ministère introduit des outils de gestion (évaluation, mobilité, rémunération à la performance, parcours professionnel, formation) dont les objectifs sont d'atteindre les résultats fixés par l'encadrement et d'individualiser la gestion, le tout sous couvert de LOLF et de performance.

La CGT dit non à ces outils et notamment à celui inhérent à l'évaluation tel qu'il est conçu. Cet outil vise uniquement à servir les intérêts de l'État patron, sans prendre en compte les intérêts des agents. En raison des restructurations en cours, la CGT a demandé un moratoire pour les années 2008-2009.

La DRH ne souhaite pas renouveler le mode de répartition des mois de bonification d'ancienneté retenu pour 2007 : 1 mois pour tous les agents bonifiables (sauf les agents exclus par les chefs de service), dans la limite des mois disponibles pour un corps ou pour un grade (*arrêté MEEDDAT du 16/12/08 et instruction ministérielle du 18/12/08*). La DRH veut aller, sur injonction de la fonction publique, vers une répartition de 2 et 3 mois pour les exercices 2008 et 2009, donc réduire le nombre d'agents bénéficiaires.

Seuls seront bonifiés les agents ayant participé à l'entretien professionnel. L'entretien sera aussi le temps fort pour évoquer le parcours professionnel et la mobilité.

Enfin rappelons que l'appréciation sera l'une des bases pour l'attribution de la prime de fonction et de résultat (bonjour l'arbitraire !), à terme appliquée à tous les corps.

La CGT sait que cette attitude, qui n'est pas constructive, ne peut conduire qu'au conflit. Elle considère que seule l'opposition avec l'appui des agents est l'unique défense.

La CGT demande instamment au Ministre d'État de prendre le temps, de respecter ses agents en prenant le temps d'écouter leurs revendications, et de geler son projet d'évaluation des agents et d'ouvrir de vraies négociations sur une évaluation aux services de l'administration mais aussi des agents.

**La CGT se prononce pour une autre évaluation.  
Avec la CGT soyez mobilisés le 19 mars 2009.**

**Le 2 avril 2009 exprimez votre désaccord  
avec ce mode d'évaluation par un vote CGT.**

## LA CGT DIT NON A LA CIRCULAIRE MOBILITÉ, ELLE SE PRONONCE POUR UNE MOBILITÉ CHOISIE.

Déjà en fin d'année 2007, l'ex DGPA avait présenté une charte de mobilité qu'elle souhaitait appliquer à l'ensemble des agents.

A l'époque, toutes les confédérations syndicales avaient refusé et dénoncé les nouveaux critères de mobilité. Depuis....

Lors du groupe d'échanges du 12 février 2009, la Direction des Ressources Humaines a présenté un projet de circulaire mobilité applicable, dès cette année, à l'ensemble des agents. Seule la CGT l'a refusé et s'est retirée des débats. Le syndicat FO, a critiqué notre démarche syndicale prétextant un refus de dialogue, de notre part, avec la DRH. Il est loin le temps où toutes les confédérations syndicales opposaient un NON catégorique à ce texte.

Afin d'appliquer la Révision Générale des Politiques Publiques, le gouvernement met en place les outils nécessaires pour faciliter les réorganisations des ministères. Le MEEDDAT n'est pas en reste pour appliquer les décisions politiques (*la CGT fait le même constat pour l'entretien professionnel*) au détriment des services et des agents.

### Chacun devient un pion utilisable, à tout instant.

Chacun sera placé sous la responsabilité de futurs Directeurs Régionaux des Ressources Humaines (DRDH). La Région devient le niveau le plus important puisque c'est le niveau décentralisé de la gestion des effectifs, de la masse salariale et donc à court terme de la Gestion des Ressources Humaines.

### Un parcours professionnel très encadré.

La circulaire mobilité est le «copier-coller» de la charte de gestion des ITPE. Toute mobilité sera décidée par les chefs de service, après avis du DRDH pour muter un agent, au regard de ses compétences (*adaptation profil/fiche de poste*) pour un poste donné et pour une durée fixée en relation avec une mission. L'avis du chef de service d'origine sera déterminant pour acter ou non une mutation sous réserve du classement effectué par le chef de service d'accueil. Avec l'évolution des règles de mutations, les parcours professionnels ne seront plus de la seule initiative de l'agent, mais prescrits.

Nous vous invitons à retrouver nos revendications et d'autres informations sur notre site Internet: <http://snptas-cgt.org>

### Les agents deviennent des «pions sur un échiquier».

La défense des dossiers sociaux sera d'autant plus difficile car l'objectif poursuivi par l'administration est de prendre en compte principalement la notion de compétences détenues et, pour une faible part, la capacité à acquérir des compétences. L'administration considère comme une perte de temps et d'argent la mise en place de formations continues nécessaires à l'acquisition de connaissance pour la bonne réalisation des missions. Enfin, les CAP deviennent des chambres d'enregistrement des mutations décidées au préalable. Dans ce dispositif il n'existe plus de recours possible pour les agents.

La CGT a rejeté depuis le début ce projet de circulaire, devenue depuis circulaire officielle de mobilité et continue à s'opposer au principe de mobilité et parcours professionnel prescrits.

La CGT revendique un regard précis, en CAP, du choix des postes des agents dès leurs recrutements externe, interne ou professionnel et de pouvoir continuer à défendre l'intérêt des agents notamment dans le cadre des CAP.

La CGT revendique le droit d'examiner l'ensemble des données lorsqu'existe un désaccord entre l'agent et les services.

### La CGT exige le retrait de cette circulaire mobilité. Avec la CGT, opposez vous à cette circulaire en votant le 2 avril 2009 pour les candidats et candidates CGT

### Jean-Louis BORLOO a pu mesurer sa popularité auprès de ses troupes.

Judi 22 janvier, plus d'un millier de fonctionnaires dépendant de son superministère avaient rendez-vous à la Défense pour participer à une réunion d'information sur sa politique. Frétilant d'aise, JL Borloo en a profité pour organiser un sondage, en temps réel.

### Pas de bol, le plébiscite espéré a tourné à l'humiliation!

Boîtiers électroniques en main, interrogés sur le fait de savoir si «la stratégie du ministère est :

1) claire ; 2) claire mais n'a pas de moyens ; 3) floue et sans perspectives à moyen terme»...

.....près de 50 % ont choisi la troisième réponse !

source le canard enchaîné extrait



Si vous souhaitez nous rejoindre et participer pour agir plus largement sur tout ce qui vous concerne.

## Soutenez la CGT, rejoignez-la.

(déductible pour 66% du montant de votre impôt)

Nom : .....

Prénom : .....

Service : .....

Adresse : .....

Signature

Je souhaite adhérer au SN PTAS CGT

Bulletin d'adhésion à remettre à un militant CGT de ton service ou à renvoyer au SN/PTAS/CGT à La Défense.

MEEDDAT – PLOT I – 92055 – LA DEFENSE CEDEX – Tél. 01.40.81.83.12. – Fax. 01.40.81.83.16

email : Internet -sn-ptas-cgt.syndicat@i-carre.net – Intranet : carnet d'adresse – annuaire global équipement – Syndicat : Syndicat/SN PTAS CGT/AC

Notre site Internet <http://snptas-cgt.org>

## Flash.....

**19 mars 2009**

Gouvernement et patronat  
3 millions de bonnes raisons de nous répondre !

Forts du succès de la deuxième journée de grèves et de manifestations, les syndicats, se réuniront le 30 mars pour décider des suites à donner au mouvement. Ils maintiennent la pression et continuent d'appeler le gouvernement à un changement de cap.

## Agenda :

**Le 2 avril 2009**

Élections CAP - CAD - CCP

**Le 1er mai 2009**

Participez aux manifestations

## Face à la crise, plusieurs pays réduisent les salaires de leurs fonctionnaires.

C'est une mesure qui semble s'imposer dans les pays frappés de plein fouet par la crise : plusieurs gouvernements européens ont entrepris de réduire les salaires de leurs fonctionnaires, afin d'assainir leurs finances publiques, voire d'éviter un défaut de paiement.

En Irlande, contre l'avis des syndicats, réduction de plus de 7 % du traitement dans la fonction publique, par le biais d'un prélèvement destiné à financer les retraites. La Lettonie a imposé de son côté en janvier une baisse de 15 % des revenus de ses fonctionnaires. La Hongrie a supprimé le treizième mois dans la fonction publique. La Roumanie pourrait être obligée de faire de même.

Lors d'une récente visite à Dublin, Jean-Claude Trichet, le président de la Banque centrale européenne, a appelé les gouvernements "à poursuivre des politiques de dépenses courageuses, en particulier en matière de salaires dans le public". La baisse des salaires dans la fonction publique est en effet de nature à alimenter la grogne sociale.

A Dublin, 120 000 manifestants ont protesté le 21 février contre la décision du gouvernement de rogner les traitements publics. En Lettonie, le plan d'austérité a entraîné la chute du gouvernement, après de violentes manifestations à Riga. Dans plusieurs pays dont la situation est meilleure, comme la France et l'Allemagne, de telles mesures semblent difficiles à imaginer à l'heure où les autorités engagent des dizaines de milliards d'euros pour assurer la survie du secteur bancaire.

Mais les syndicats de fonctionnaires, qui demandent au contraire d'augmenter le pouvoir d'achat pour soutenir la consommation, sont sur leurs gardes. Les services publics et les fonctionnaires sont des boucs émissaires faciles, alors qu'ils ne sont pas responsables de la crise, on impose des coupes dans le secteur public au moment où on en a le plus besoin.

**Pour le SNPTAS-CGT :** La question des salaires et du pouvoir d'achat est fondamentale, c'est un axe revendicatif fort.

Elle exige : La revalorisation de la grille salariale de la fonction publique sur la base de 1 600 € (début de carrière sans qualification). L'intégration des primes dans le salaire pour le calcul des pensions de retraite.

## Le bouclier fiscal, mesure-symbole de la politique budgétaire sarkozyste. C'est un symbole d'inéquité fiscale.

Quelques 14.000 foyers fiscaux ont bénéficié d'un remboursement en 2008 au titre du bouclier fiscal plafonnant l'impôt à 50% des revenus, pour un coût total de 458 millions d'euros, selon un bilan du dispositif réalisé par le ministère de l'Économie et cité par les Échos et le Figaro. 14.000 bénéficiaires pour un coût de 458 millions.

Le coût global de cette mesure, votée en juillet 2007, dans le cadre de la loi sur le travail, l'emploi et le pouvoir d'achat, dite "paquet fiscal", avait été estimé à l'époque à 625 millions d'euros par la ministre de l'Économie Christine Lagarde. Jusqu'à quand va-t-on exonérer de tout effort fiscal complémentaire ceux qui ont la capacité contributive la plus forte ?

**Pour le SNPTAS-CGT,** c'est bien la répartition de cette richesse qui pose problème et qu'il faut modifier pour plus de justice !



## SERM

### Quels effectifs ? Quels recrutements au MEEDDAT en 2008 ? (Ou la face cachée de la gestion du ministère)

Chaque année le MEEDDAT établit un schéma des effectifs et des recrutements (SERM) dans lequel est programmé la répartition des effectifs par macro grade ainsi que le plan de recrutement, en fonction d'un plafond d'emploi fixé par la loi de finances. La CGT a demandé au Secrétariat Général de présenter un bilan des effectifs en place et des recrutements opérés en 2008.

Cette demande n'a fait l'objet d'aucun retour. Pourquoi ? Nous nous interrogeons sur ce manque de transparence. La DRH n'a-t-elle pas réalisée des économies sur la masse salariale en différant la date de certains recrutements ou en tout simplement en ne recrutant pas ?

Cette méthode a des conséquences sur les agents en terme de charge de travail mais aussi en terme de promotion. Cette gestion anticipe la réduction d'effectif demandée dans le cadre de la RGPP.

A notre connaissance les économies réalisées seraient de l'ordre de 30 millions €. Le MEEDDAT se serait-il empressé de les rendre au ministère du budget ?

En parallèle, rappelons-nous que certains agents ont pu recevoir une aumône en fin d'année 2008.

Ces éventuelles économies auraient pu permettre de répondre aux revendications catégorielles (cas notamment des C administratifs ou techniques, entre autres) !...

Encore une fois merci Monsieur Borloo !

### Seuls six fonctionnaires auraient profité de l'indemnité de départ volontaire

Depuis le décret du 17 avril dernier, les agents de l'Etat qui souhaitent se lancer dans une nouvelle carrière en dehors de la fonction publique peuvent bénéficier d'une indemnité de départ volontaire. Six agents seulement auraient perçu le fameux pécule ; tandis que soixante demandes seraient à l'étude dans les ministères.

Ce qui devait être un moyen d'obtenir une certaine diminution du nombre d'agents publics tout en offrant, selon les mots du président de la République, une "seconde carrière" aux fonctionnaires n'a pas suscité l'enthousiasme. Il y a quelques mois pourtant, Bercy citait des sondages selon lesquels près de 20 % des agents se disaient intéressés par la possibilité d'en bénéficier. Calculée sur l'ancienneté, la somme est laissée à l'appréciation des ministères mais ne peut excéder deux ans de rémunération brute annuelle perçue l'année précédant la demande. Elle peut s'appliquer, pour les agents qui sont à plus de cinq ans de la retraite, dans le cadre d'un départ lié à la restructuration d'un service, de la création ou la reprise d'une entreprise par le fonctionnaire ou pour la mise en œuvre d'un projet personnel.

C'était un projet voulu par Nicolas Sarkozy

### En deux temps, trois mouvements (sociaux) !

Mardi, Laurence Parisot a considéré que la grève générale avait «un coût en termes de démagogie et d'illusions créées». «C'est une facilité, je ne crois pas que ce soit une réponse" a-t-elle déclaré avant d'accuser la CGT de "provoquer des destructions d'emplois" à Marseille.

Elle a en outre asséné que cette grève était «catastrophique pour la réputation de la France».

Ironie de l'histoire, c'est l'Ifop, l'institut de sondage de Laurence Parisot, qui a révélé mardi que 78 % des Français considèrent justifié le mouvement social de ce jeudi 19 mars. Elle aurait voulu motiver encore plus les syndicats qu'elle ne s'y serait pas prise autrement. A croire qu'elle a investi dans un mouvement révolutionnaire...

Nous vous invitons à retrouver nos revendications et d'autres informations sur notre site Internet: <http://snptas-cgt.org>

**Grève nationale du 19 mars 2009**  
**pourcentage de grévistes MEEDDAT**  
**Sur l'effectif présent**

**21,91% de grévistes (\*)**

Nb de services ayant répondu 215 (\*) chiffres à stabiliser



Si vous souhaitez nous rejoindre et participer pour agir plus largement sur tout ce qui vous concerne.

**Soutenez la CGT, rejoignez-la.**

( déductible pour 66% du montant de votre impôt)

Nom : .....

Prénom : .....

Service : .....

Adresse : .....

Signature

Je souhaite adhérer au SN PTAS CGT

Bulletin d'adhésion à remettre à un militant CGT de ton service ou à renvoyer au SN/PTAS/CGT à La Défense.

MEEDDAT – PLOT I – 92055 – LA DEFENSE CEDEX – Tél. 01.40.81.83.12. – Fax. 01.40.81.83.16

email : Internet -sn-ptas-cgt.syndicat@i-carre.net – Intranet : carnet d'adresse – annuaire global équipement – Syndicat : Syndicat/SN PTAS CGT/AC

Notre site Internet <http://snptas-cgt.org>



## Flash.....

Le 2 avril vous allez voter pour élire des représentants aux CAP dans les corps de catégories A, B et C sauf les Adjoints Administratifs et les Dessinateurs qui voteront en principe en fin d'année 2009.

206 candidates et candidats sont présentés par la CGT sur différentes listes, les élus seront à votre disposition pour défendre votre dossier (promotion, mutation, etc).

## Agenda :

**Le 2 avril 2009**  
Élections CAP - CAD - CCP

**Le 1er mai 2009**  
Participez aux manifestations

## 206 candidates et candidats présentés par la CGT



## Le 2 AVRIL 2009

Votez pour un syndicat qui agit  
pour faire respecter  
les garanties collectives et individuelles  
et en conquérir de nouvelles

## Le 2 AVRIL 2009

voter pour la CGT sera un vote  
utile et combatif.

Défendons le statut de la Fonction Publique,  
les statuts particuliers  
et obtenons de nouvelles garanties collectives.

Gagnons l'augmentation  
des salaires et des primes.

Refusons le troc réductions d'emplois – mesures catégorielles.  
Ce troc est un marché de dupe, les agents de l'État sont toujours aussi mal rémunérés.

Agissons ensemble pour la défense  
et l'amélioration du système de retraite  
et de protection sociale.

Affirmons la reconnaissance  
de notre rôle, de nos qualifications  
et de nos compétences.

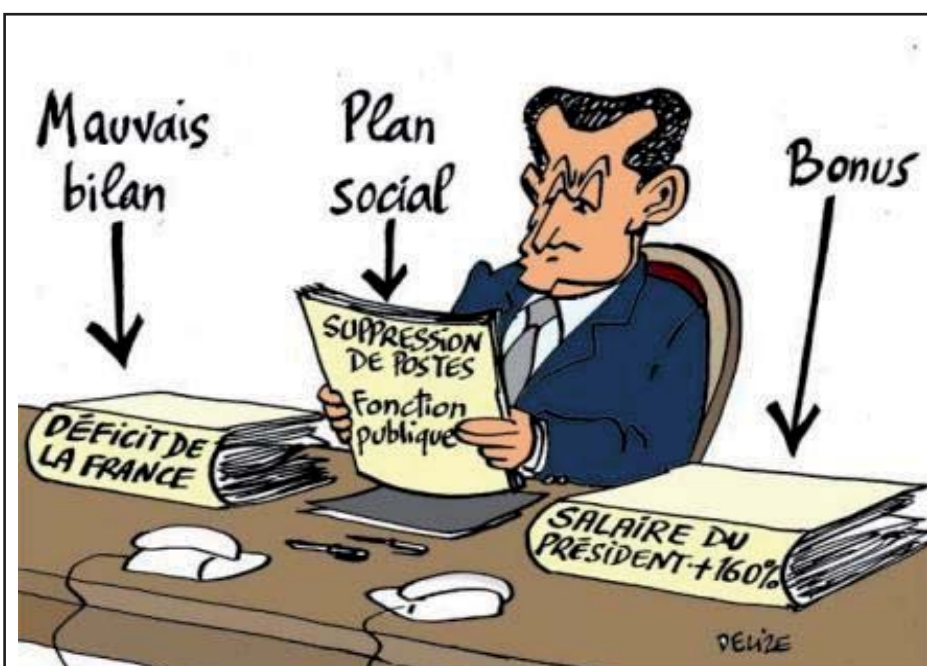
**Défendons notre service public, renforcé, dans la société en mouvement.**

## FAIRE CONFIANCE AUX ÉLUS CGT C'EST SE DONNER UNE CHANCE SUPPLÉMENTAIRE DE VIVRE MIEUX AU TRAVAIL ET DE SON TRAVAIL

Nous vous invitons à retrouver nos  
revendications et d'autres informations

sur notre site Internet:  
<http://snptas-cgt.org>

Si vous votez CGT, vous voterez pour un syndicat qui unit des femmes et des hommes qui agissent dans la diversité, le respect des valeurs communes et en toute indépendance vis-à-vis des gouvernements, du patronat, des partis politiques.



**La CGT vous invite à voter pour ses candidats  
afin de lutter et combattre cette politique.**



Si vous souhaitez nous rejoindre et participer pour agir plus largement sur tout ce qui vous concerne.

**Soutenez la CGT, rejoignez-la.**

(déductible pour 66% du montant de votre impôt)

Nom : .....

Prénom : .....

Service : .....

Adresse : .....

Signature

Je souhaite adhérer au SN PTAS CGT

Bulletin d'adhésion à remettre à un militant CGT de ton service ou à renvoyer au SN/PTAS/CGT à La Défense.  
MEEDDAT – PLOT I – 92055 – LA DEFENSE CEDEX – Tél. 01.40.81.83.12. – Fax. 01.40.81.83.16

email : Internet -sn-ptas-cgt.syndicat@i-carre.net – Intranet : carnet d'adresse – annuaire global équipement – Syndicat : Syndicat/SN PTAS CGT/AC

Notre site Internet <http://snptas-cgt.org>